



ANNEXES

- Travaux - COMMISSION DU COMMERCE EXTÉRIEUR, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION relatifs à l'emploi et à la formation professionnelle
- Liste des personnes auditionnées au cours de cette étude
- Ordre du jour de la réunion de travail du 13 février 2018
- Liste des relais identifiés
- Questionnaire 1 : Quelles structures pour aider les Français dans leur recherche d'emploi à l'étranger ?
- Analyse du recensement des structures d'aide à l'insertion professionnelle des Français de l'étranger
- Questionnaire 2 : Questionnaire pour les structures facilitant l'emploi des Français à l'étranger
- Analyse des structures ayant répondu à l'enquête
- Liste des 150 structures recensées et leur répartition par zone géographique et par réseau
- Liste des 53 structures ayant répondu à l'enquête et ayant fait l'objet d'une fiche
- Fiches structures

Travaux AFE -

COMMISSION DU COMMERCE EXTÉRIEUR, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION

MARS 2015

L'AFE,

Considérant :

- Que la ligne de crédit "Emploi et formation" du programme 151 a été supprimée et que nous sommes dans un dispositif transitoire jusqu'à la suppression définitive en 2017 ;
- Que les différents postes ont été amenés à proposer des budgets de transition pour cette année accompagnée d'un plan d'autofinancement ;
- Qu'il aurait été nécessaire de définir les objectifs, la pertinence et l'efficacité du dispositif sur le long terme ;
- Qu'il n'y a pas d'information des postes consulaires auprès des conseillers consulaires et des centres concernés sur la possibilité de maintien des subventions jusqu'en 2017 et les conditions qui s'y appliquent alors que l'administration affirme avoir donné des instructions en ce sens ;
- Que la commission permanente sur l'emploi et la formation est supprimée à compter de 2015 alors que des subventions seront allouées jusqu'en 2017.

Demande :

- Que la commission permanente pour l'emploi et la formation continue de se réunir pour l'année 2016 et 2017 afin d'évaluer la pertinence de l'aide financière et de ses critères de répartition auprès des différents centres ;
- Qu'une étude soit effectuée afin de connaître l'ensemble des dispositifs existants qu'ils soient subventionnés ou non ainsi que sur les subventions existantes en termes de soutien à l'emploi de nos compatriotes à l'étranger ;
- Qu'une enveloppe de soutien, indépendamment du budget consacré à l'aide sociale et sur la base de critères clairement définis soit attribuée afin d'éviter les abus pour permettre

MARS 2015

L'AFE,

Considérant :

- Que la formation professionnelle des français de l'étranger a été transférée aux régions au 1er janvier 2015 ;
- Que les postes consulaires seront le lieu d'accueil pour les demandes en termes de formations professionnelles.

Demande :

- Que les conseillers consulaires soient informés et impliqués sur toutes les demandes en termes de formations professionnelles effectuées auprès de leur poste diplomatique ainsi que sur le mode de fonctionnement du nouveau dispositif.

MARS 2015

L'AFE,

Considérant :

- Que le centre Charles Péguy de Londres continuera de bénéficier de la subvention pour l'emploi et la formation jusqu'en 2017 alors qu'il ne procède à aucune

facturation des entreprises et dispose des capacités d'autofinancement au vu du nombre de placements directs très élevés (plus de 500).

Demande :

- Que la subvention allouée pour 2016 et 2017 pour le centre Charles Péguy de Londres soit redistribuée aux autres centres d'aide à l'insertion professionnelle qui assurent une mission de service public non rémunératrice et qui ne disposent pas encore des capacités d'autofinancement à moyen terme.
-

OCTOBRE 2015

L'AFE,

Considérant :

- Que le centre Charles Péguy de Londres continuera de bénéficier de la subvention pour l'emploi et la formation jusqu'en 2017 alors qu'il ne procède à aucune facturation des entreprises et dispose des capacités d'autofinancement au vu du nombre de placements directs très élevés (plus de 500).
- La réponse apportée par le MAEDI / Sous-direction de l'expatriation, de la scolarisation et de l'aide sociale à la motion COM/M.1/15.03 adoptée par l'AFE à sa session de mars 2015, précisant que : (...) « *Dans ce cadre, le Centre Charles Péguy de Londres s'est vu allouer une subvention de 35 000 € en 2015 et, sous réserve de la contrainte budgétaire, 26 000 € en 2016 et 17 000 € en 2017. Il devra, à cette date, avoir trouvé les moyens d'autofinancer son activité, et la Commission l'a encouragé à cette fin à facturer ses prestations aux entreprises bénéficiaires* »
- Que la Commission permanente pour l'emploi et la formation professionnelle s'est réunie pour la dernière fois en mars 2015.

Demande :

- Qu'une évaluation des efforts du Centre Charles Péguy pour facturer ses prestations aux entreprises bénéficiaires soit mise en place.
- Qu'il en soit rendu compte à l'AFE avant la session de mars 2016.

OCTOBRE 2015

L'AFE,

Considérant :

- La réponse du MAEDI/Sous-direction de l'expatriation, de la scolarisation et de l'action sociale à la résolution COM/R.5/15.03 adoptée par l'AFE lors de la session de mars 2015
- Qu'un certain nombre de conseils consulaires à l'emploi et de centres concernés n'ont pas été informés de la nécessité de présentation d'un plan à trois ans pour le maintien des subventions
- Que les postes diplomatiques concernés par le considérant précédent affirment après consultation ne pas avoir été instruits en ce sens
- Que les deux considérants précédents se traduisent par une inégalité de traitement entre les centres

Demande :

- Que les subventions allouées pour 2016 et 2017 soient gelées et qu'un processus d'évaluation soit ré-initié.

OCTOBRE 2015

L'AFE,

Considérant :

- Que la ligne budgétaire est supprimée après 2017 (50.000 EUR en 2015, 30.000 EUR en 2016 et 10.000 EUR en 2017)
- Le fait que la quantité totale de citoyens français souhaitant prendre part au programme « Expérience Internationale Canada » dépasse les 40.000 personnes par an et ne peut pas être satisfaite dans son entièreté (seulement 14,000 personnes bénéficiaires de par les quotas en vigueur,). NB : La demande a été multipliée par 10 en dix ans.
- Que 40% des personnes prises en charge par le CITIM sont inscrites à pôle emploi avant leur départ
- Que l'expérience internationale est particulièrement valorisée par les entreprises et permet à ces personnes une meilleure insertion dans le marché du travail à leur retour en France
- Le Canada fait face à des défis économiques et démographiques importants et est par la même en demande d'une telle main d'œuvre
- Que la CITIM de par son statut d'association de droit local n'est pas en mesure de solliciter des financements d'ordres privés sans remettre en cause la pérennité du financement du gouvernement Québécois

Demande :

- Que la subvention accordée à la CITIM sur la ligne budgétaire 151 auparavant financée par le MAE (80.000 EUR) soit reprise par le Ministère du travail et/ou de la jeunesse et des sports dans le cadre de la formation professionnelle.
-

MARS 2016

L'AFE,

Considérant :

- Que le dispositif de formation professionnelle n'a pas été supprimé mais réformé,
- Que la disparition des subventions n'a pas entraîné la fin des conventions cadres entre les organismes d'aide à l'emploi et les ambassades,
- Que l'enquête de l'association « Français du monde-adfe » sur l'emploi et la formation professionnelle fait apparaître que 68% des postes n'ont pas tenu de conseils consulaires à l'emploi et à la formation professionnelle.

Demande :

- Que se tiennent dans les 130 postes consulaires, un conseil consulaire sur l'emploi et la formation professionnelle, ou qu'à minima ce point soit inscrit à l'ordre du jour d'au moins un conseil consulaire par an
- Que ces conseils consulaires pour l'emploi soient le lieu où l'on identifiera à travers un débat contradictoire, des partenaires locaux (CCI, associations de droit local) capables de soutenir l'insertion professionnelle de nos compatriotes.
- Que les postes consulaires travaillent à l'intégration de ces structures dans le réseau économique français (Business France, CCE...) afin de faciliter les partenariats et les passerelles.

MARS 2016

L'AFE,

Considérant :

- Que l'enquête de l'association « Français du monde-adfe » sur l'emploi et la formation professionnelle fait apparaître que 83% des postes n'ont pas informé les conseillers consulaires et la population française du nouveau dispositif de formation professionnelle.
- La mise en place progressive des outils de candidatures au nouveau dispositif de formation professionnelle.

Demande :

- Que les 130 postes consulaires procèdent à une information plus efficace du nouveau dispositif de formation professionnelle :
 - En mettant en ligne dans les plus brefs délais, et de manière visible sur le site du consulat, la fiche de candidature à ce dispositif
 - En mettant en ligne sur la page actualité du consulat, un article présentant le nouveau dispositif de manière exhaustive.

MARS 2016

L'AFE,

Considérant :

- Que le centre Charles Péguy de Londres continuera de bénéficier de la subvention pour l'emploi et la formation jusqu'en 2017 alors qu'il ne procède à aucune facturation des entreprises et dispose des capacités d'autofinancement au vu du nombre de placements directs très élevés (plus de 500).- que le rapport d'étape précité n'a pas été transmis à l'AFE
- Que le rapport d'activité 2015 du centre envoyé à la commission et le PV du CCPEF du 25/11/2015 ne font apparaître aucun effort en matière de facturation des entreprises dans un objectif d'autofinancement
- Que le centre a perçu, en plus de la subvention, prévue au plan triennal, prise sur la ligne budgétaire du programme 151, un montant de réserve parlementaire de 20 000 EUR

Demande :

- Au comité des subventions de la Direction des Français de l'Étranger que la subvention demandée par le CCPEF du 25 nov 2015 et décidé en CCPAS du 11 mars 2016 au titre de l'année 2016, soit annulé et le versement gelé.
- Que la demande de subvention pour l'année 2017 soit assortie d'un rapport d'étape d'exécution du plan d'autofinancement
- Que ce rapport d'étape d'exécution soit transmis à l'AFE avant la session de mars 2017

OCTOBRE 2016

L'AFE,

Considérant :

- La dématérialisation des procédures d'inscription au dispositif de Formation professionnelle au 1er mars 2016 ;

- La réponse MAEDI/FAE/SFE/ESA selon laquelle (...) les consulats ont été informés de la mise en ligne sur l'Intranet du MAEDI de plusieurs documents leur permettant d'accompagner au mieux les candidats à l'entrée en formation professionnelle en France en liaison avec Pôle Emploi ;
- Que très peu de consulats rendent cette information accessible au public par le biais d'une publication sur leur site Internet
- Que l'interrogation de plusieurs consulats aboutit à des informations hétérogènes et partiellement inexacts concernant les critères d'éligibilité au dispositif

Demande :

- Que tous les postes consulaires soient uniformément sensibilisés et informés concernant les conditions et modalités de candidature à la formation professionnelle
- Que tous les postes consulaires procèdent à une information efficace et uniforme du dispositif de formation professionnelle :
 - En mettant en ligne dans les plus brefs délais, et de manière visible sur le site du consulat, la fiche de candidature à ce dispositif ainsi que le catalogue de formations disponibles et tout autre document d'information
 - En publiant sur la page actualité du consulat, un article présentant le dispositif de manière exhaustive.

OCTOBRE 2016

L'AFE,

Considérant :

- Que les conseillers consulaires sont des élus de proximité représentant les Français de l'étranger
- Que les conseillers consulaires sont régulièrement saisis par les concitoyens français concernant les possibilités d'emploi et de formation

Demande :

- Que, dans le cadre des conseils consulaires pour l'emploi et la formation professionnelle, les conseillers consulaires reçoivent une information détaillée sur les candidatures déposées.

OCTOBRE 2016

L'AFE,

Considérant :

- Que l'information sur les dispositifs, ancien et nouveau, de formation professionnelle pour les Français de l'étranger est jusqu'à présent très limitée voire confidentielle
- Que la « volumétrie » actuelle est de l'ordre d'une cinquantaine de candidatures par an
- Que la « volumétrie » actuelle est largement insuffisante
- Que l'information adéquate demandée aux termes de la résolution COM/R.4/07.10 de la présente commission est de nature à faire augmenter le nombre des demandes

Demande :

- Que Pôle Emploi et l'ARF se dotent des moyens et budgets nécessaires et suffisants permettant de répondre à une augmentation des candidatures

MARS 2017

L'AFE,

Considérant :

- que les formations professionnelles actuellement proposées aux Français de l'étranger se déroulent sur de plus ou moins longues périodes, obligeant les bénéficiaires à une présence physique en France peu compatible avec leurs obligations familiales et sociales ;

Demande :

- que des formations en ligne et des services numériques soient mis en place ;
 - que des formations professionnelles actuellement proposées soit digitalisées, favorisant l'alternance entre apprentissage en ligne et formation en présentiel.
-

OCTOBRE 2017

L'AFE,

Considérant :

- la nécessité de valoriser les parcours divers et souvent atypiques des Français établis hors de France,
- que l'existence de la VAE est encore très peu connue de nos compatriotes

Demande :

- que les informations concernant le dispositif et les procédures de VAE soient postées sur les sites des consulats au même titre que les informations sur le dispositif de formation professionnelle pour les Français de l'étranger
- que les agents consulaires soient formés pour orienter et conseiller les ressortissants français sur le dispositif VAE
- que l'information soit envoyée de manière synthétique à tous les conseillers consulaires

OCTOBRE 2017

L'AFE,

Considérant :

- l'éloignement de nos compatriotes candidats à la VAE,

Demande :

- que la possibilité d'entretiens de validation en visioconférence soit généralisée



LES INITIATIVES LOCALES D'AIDE À L'EMPLOI DE NOS COMPATRIOTES À L'ÉTRANGER

Personnes auditionnées dans le cadre de cette étude

Gaëlle BARRE, Conseiller consulaire et conseiller AFE. Initiatrice de l'étude

Jean-Christophe BONNIN, Chef du département Mobilité et Placement International de Pôle emploi

Stéphane BOULET, Coordinateur réseau au CNCCEF et Responsable Afrique & Océan indien, CEI, Sud-Méditerranée Moyen-Orient

Sandrine BOURGUIGNAT, Chargée de communication, MEAE

Dominique BRUNIN, Délégué général de CCI International et CCI France International

Sophie CONRAD, Présidente de Pontevia !

Elodie LABORIE, Ancienne expatriée, membre de l'Afca-MAE (association des conjoints de diplomates) et du Job Booster Cocoon

Corinne LEVET, Présidente de la FIAFE

Jean-Claude MARFAING, Chef de la Mission de l'aide à la solidarité et de l'action sociale – MEAE

Clémence PAGNON, Vice-Présidente de Pontevia !

Hélène PRUVOST, Présidente de Entreprendre.pt

Morgane RICHARD, Chargée de Mission au CNCCEF pour l'Amérique du Nord et l'Asie-Pacifique

Bénédicte ROUSSEAU, Fondatrice de Work In The City Johannesburg

Natacha SEKER, Présidente de VIA Pro Istanbul

Sophie SERIZIER, Fondatrice de VIA Pro Istanbul

Nicolas STALLIVIERI, Conseiller consulaire Allemagne du Nord

Geneviève SUBERVILLE, Présidente de la Commission du commerce extérieur, du développement durable, de l'emploi et de la formation

Emmanuelle THOMAS, Directrice du recrutement et des Ressources Humaines à la CCI de Londres



LES INITIATIVES LOCALES D'AIDE À L'EMPLOI DE NOS COMPATRIOTES À L'ÉTRANGER

Réunion du mardi 13 février 2018

15h - 18h

Bureaux d'Expat Communication - 6 rue d'Uzès - 75002 Paris

Objectif de la réunion :

L'AFE a mandaté Expat Communication pour coordonner une étude sur les structures d'aide à l'insertion professionnelle des Français à l'étranger et de soutien à la mobilité internationale.

La réunion portera sur l'identification des initiatives existantes mais surtout sur les conditions de succès des structures afin qu'elles soient efficaces et pérennes. Nous réfléchirons aux synergies à construire au sein d'une même zone géographique et au niveau global afin de mutualiser les informations. Ce sera également l'occasion de réfléchir à la mise en place d'une plateforme d'accompagnement des personnes en recherche d'emploi.

Ordre du jour

- 1/ 15h Accueil et tour de table de présentation des intervenants, de la structure qu'ils représentent, de leur mission.
- 2/ 15h20 Rappel de la mission confiée par l'AFE ; explication de la 1ère phase de l'étude pour identifier les initiatives existantes.
- 3/ 15h45 Rappel de l'historique de l'accompagnement des Français de l'étranger.
- 4/ Définition des attentes des Français.
- 5/ Le modèle actuel est-il en crise ?
- 6/ Quels sont les nouveaux modèles qui émergent ?
- 7/ Quelles seraient les conditions de succès des structures pour allier efficacité et pérennité?
- 8/ Quelles synergies à construire au sein d'une même zone géographique et au niveau global afin de mutualiser les informations ?
- 9/ Comment imaginer et mettre en place une plateforme d'accompagnement des personnes en recherche d'emploi ?



LES INITIATIVES LOCALES D'AIDE À L'EMPLOI DE NOS COMPATRIOTES À L'ÉTRANGER

Liste des relais identifiés

- Le Comité National des Conseillers au Commerce Extérieur de la France (CNCCEF)
- Les Conseillers consulaires et conseillers AFE
- L'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie Françaises à l'étranger (UCCIFE)
- L'Union des Français de l'Etranger (UFE)
- L'Association Démocratique des Français à l'Etranger - Français du Monde
- Les Ambassades et les Consulats français à l'étranger
- La Fédération Internationale des Accueils Français et Francophones d'Expatriés (FIAFE)
- Les Députés et Sénateurs des Français de l'étranger
- Le Réseau d'Expat Communication

Quelles structures pour aider les Français dans leur recherche d'emploi à l'étranger ?

Merci du temps que vous prenez à répondre à ce questionnaire. Cette étude est effectuée pour l'Assemblée des Français de l'Etranger et réalisée par la société Expat Communication.

L'AFE a pour objectif de répertorier les structures d'aide à l'insertion professionnelle des Français à l'étranger et de soutien à la mobilité internationale.

Grâce aux renseignements collectés par votre intermédiaire, ces structures seront contactées pour identifier en détail les dispositifs existants et leurs champs d'action. C'est un pas de plus pour faciliter les parcours professionnels de nos concitoyens à l'étranger !

***Obligatoire**



1. **Connaissez-vous des structures qui aident les Français dans leur recherche d'emploi à l'étranger ? ***

Une seule réponse possible.

- Oui
- Non

2. **Si oui, quels sont leurs noms, coordonnées, site internet, page Facebook, groupe LinkedIn etc ?**

3. **Sur quelle zone géographique interviennent-elles ?**

4. Vous êtes ou vous appartenez à (plusieurs réponses possibles): *

Plusieurs réponses possibles.

- Conseiller AFE et/ou Conseiller consulaire
- Député ou sénateur des Français de l'étranger
- Conseiller du commerce extérieur de la France
- Ambassade ou consulat français à l'étranger
- FIAFE
- CCI française à l'étranger
- Pôle Emploi International
- Union des Français de l'étranger
- Français du Monde
- AFCA
- Particulier
- Autre : _____

5.

Pouvez-vous nous donner votre nom et un téléphone / mail pour vous contacter si besoin ?

6.

D'autres informations à nous partager sur le sujet ?

7.

Merci de votre collaboration qui nous aidera à faciliter le parcours professionnel des Français à l'étranger !

Fourni par

 Google Forms



Analyse du recensement des structures d'aide à l'insertion professionnelle des Français de l'étranger

Parmi les 480 répondants à ce questionnaire d'identification, les profils sont répartis ainsi : (le total ne fait pas 100% car possibilité de plusieurs réponses)

42% Conseillers au Commerce Extérieur de la France

29% Particuliers

15% Conseillers consulaires / AFE

15% CCI Françaises à l'étranger

13% Union des Français de l'Etranger

9% Autres structures

6,5% ADFE - Français du Monde

4% Ambassades, Consolats français à l'étranger

2% Fédération Internationale des Accueils Français et Francophones d'Expatriés

1% Députés ou sénateurs des Français de l'étranger

Parmi ces répondants, 59% ne connaissent pas de structures qui aident les Français dans leur recherche d'emploi à l'étranger

Parmi les réponses données, il nous a été notifié :

60 CCI

27 associations

22 Accueils FIAFE

5 UFE

Une dizaine d'autres organismes

Quelques institutions françaises

Quelques groupes liés uniquement à FB ou LinkedIn

Quelques initiatives plus isolées

Questionnaire pour les structures facilitant l'emploi des Français à l'étranger

Chère Madame, cher Monsieur,

La structure que vous dirigez ou dans laquelle vous travaillez / vous vous impliquez nous a été notifiée dans le cadre d'une étude que nous menons pour l'Assemblée des Français de l'Étranger sur les initiatives locales d'aide à l'emploi des Français à l'étranger.

Nous aimerions en savoir plus sur vos missions et votre champ d'action.

Merci de prendre le temps de remplir ce questionnaire. C'est un pas de plus pour faciliter les parcours professionnels de nos concitoyens à l'étranger !

Les informations concernant vos missions pourront être relayées auprès des structures informant les Français de l'étranger, si vous en êtes d'accord.

*Obligatoire



VOTRE STRUCTURE...

1. **Quel est le nom de la structure dans laquelle vous travaillez / vous vous impliquez ? ***

2. **Merci de préciser également les coordonnées permettant de vous référencer: mail, téléphone, site internet, page Facebook et/ou groupe LinkedIn. ***

3. **Ces informations peuvent elles être transmises au grand public? ***
Plusieurs réponses possibles.

Oui

Non

Autre : _____

4. **Pouvez-vous nous donner en quelques lignes l'historique de votre structure ? (date de création, comment, pourquoi...)**

5. **Quelle est votre fonction au sein de cette structure ? Merci de préciser votre nom et votre mail.**

6. **Autres renseignements vous concernant utiles à nous partager ?**

LES ACTIONS DE VOTRE STRUCTURE

7. **Sous quelle(s) forme(s) se traduit votre accompagnement des Français en recherche d'emploi / de projet professionnel ? ***

Une seule réponse possible par ligne.

	Non	Parfois	Souvent	La plupart du temps
Information sur le marché local	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Coaching	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Bilan de compétences	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Organisation de conférences, séminaires	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Animation de groupes de recherche	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Aide dans les démarches de création d'entreprise	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Proposition de formations professionnelles	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Mise en relation avec des entreprises implantées localement	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

14. Parmi eux, quelle est la part des :

Une seule réponse possible par ligne.

	100%	Entre 75 et 100%	Entre 50 et 75%	Entre 25 et 50%	Moins de 25%	Aucun
Binationaux	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Conjoints d'expatriés	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Etudiants / jeunes pros	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Entrepreneurs	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Personnes installées depuis longtemps dans le pays et connaissant une situation de chômage	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

15.

Si vous souhaitez compléter ou commenter le champ d'action de vos missions :

LES MOYENS DE VOTRE STRUCTURE

16.

Quelles sont les personnes qui s'impliquent dans votre structure ? *

Plusieurs réponses possibles.

Bénévoles

Salariés

17.

Merci d'indiquer le nombre de salariés et s'il s'agit de temps pleins ou partiels :

18.

Merci d'indiquer le nombre de bénévoles et s'il s'agit de temps pleins ou partiels :

19. Quelles sont en général les qualifications de ces personnes ?

20. Quelles sont vos sources de financement ?

Une seule réponse possible par ligne.

	Financement public français	Financement public du pays d'accueil	Financement privé	Auto financement
100%	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Entre 75 et 100%	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Entre 50 et 75%	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Entre 25 et 50%	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Moins de 25%	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Aucun	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

21. Vos services sont-ils payants pour les utilisateurs ? Pouvez-vous nous donner une idée de prix (abonnement et tarification des services le cas échéant) *

22. Si vous souhaitez commenter les moyens humains ou financiers dont vous disposez :

PARTENARIATS, SYNERGIES ET RECOMMANDATIONS

23. Y aurait-il des partenariats à construire pour soutenir des initiatives comme la vôtre (par exemple avec le monde de l'entreprise) et / ou des synergies à établir au sein d'une même zone géographique ?

24. **Avez-vous des recommandations à faire pour améliorer l'accompagnement des Français en recherche d'emploi à l'étranger ?**

25. **D'autres informations ou remarques à nous partager ?**

MERCI !

Merci de votre collaboration et de votre aide pour faciliter le parcours professionnel des Français à l'étranger ! Nous serons heureux de partager les résultats de l'enquête avec vous.

Fourni par





Répartition des structures ayant répondu à l'enquête

Sur 53 fiches :

Répartition par région géographique :

Amérique du Nord : 9

Amérique du Sud : 1

Asie Pacifique : 8

Europe-Russie : 25

Afrique : 3

Océanie : 0

Moyen Orient- Turquie : 6

Monde (structure globale) : 1

Répartition par appartenance aux réseaux :

UFE : 5

FIAFE : 12

ADFE-Fdm : 1

CCI : 9

Sans réseau particulier : 26